

bibliographie

SÉLECTION DE TRAVAUX

Pratiques et besoins
de financement
des TPE/PME



OCTOBRE 2016

CENTRE DE VEILLE ET DE
RESSOURCES INFORMATIONNELLES

ism
INSTITUT
SUPERIEUR DES
METIERS

Le [Centre de veille et de ressources informationnelles](#) de l'ISM vous propose une sélection de travaux récents sur le financement des petites entreprises.

Cette bibliographie a été réalisée à partir de [l'espace de veille](#) et du [fonds documentaire](#) de l'ISM, qui rassemble plus de 30 000 références sur les grands enjeux de l'artisanat et du commerce de proximité.

SOMMAIRE

PRATIQUES ET BESOINS DE FINANCEMENT DES PETITES ENTREPRISES

Conjoncture – Situation financière des petites entreprises	4
Financement et accès au crédit bancaire	7
Financement des entreprises en croissance	12

Amélioration de l'accès au crédit des TPE au 3ème trimestre 2016

L'enquête menée chaque trimestre par la Banque de France et la Fédération des Centres de Gestion Agréés (FCGA) montre que les entreprises bénéficient au 3ème trimestre 2016 d'un accès toujours meilleur au crédit. 69 % des demandes de crédit de trésorerie et 82 % des demandes de crédit d'investissement des TPE sont acceptées (contre, respectivement, 64 % et 80 % au trimestre précédent).

L'accès au crédit des TPE reste cependant moins large que celui des PME (83 % pour les TPE, 93 % pour les PME).

Les TPE du commerce et des services marchands bénéficient plus largement du crédit bancaire que celles de la construction et de l'industrie.

Source : *Enquête trimestrielle auprès des entreprises sur leur accès au crédit en France - 3ème trimestre 2016* / Banque de France. - in : *Stat Info*, 19/10/2016, 2p. - En ligne sur le site de la Banque de France : <http://bit.ly/1rfL9eZ>

30ème baromètre KPMG/CGPME : 44 % des dirigeants interrogés sont inquiets pour leur propre activité

Le 30ème baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME indique que 44 % des chefs d'entreprises sont inquiets pour leur activité pour les mois à venir. Parmi les principales difficultés rencontrées, les chefs d'entreprise mentionnent des difficultés liées au coût du travail et à la complexité du code du travail, des difficultés à conquérir des parts de marchés et une baisse de la rentabilité. 25 % des chefs d'entreprise interrogés restreignent leurs demandes de financement auprès de leur banque en raison de difficultés d'accès au crédit. 64 % des banques ont eu au moins une mesure de durcissement des conditions de financement.

Un focus sur les PME et la croissance dans le contexte de l'élection présidentielle révèle que les compétences des salariés sont les principaux atouts des PME françaises pour 61 % des entreprises interrogées. Pour la majorité des chefs d'entreprises, la baisse des charges serait la mesure qui contribuerait le plus au développement de leur activité.

Source : *Baromètre sur le financement et l'accès au crédit des PME - Vague 30, Septembre 2016* / IFOP, CGPME, KPMG. - in : *KPMG*, 18/10/2016, n°30, 22 p. - En ligne sur le site de KPMG : <http://bit.ly/2ed86jT>

Baromètre des TPE IFOP-Fiducial : résultats au 3ème trimestre 2016

Interrogés dans le cadre du 63ème baromètre de conjoncture des TPE, les chefs d'entreprise se déclarent pour 49 % d'entre eux optimistes pour leur propre activité. 21 % des interviewés déclarent que leur entreprise a une trésorerie déficitaire (24 % au 2ème trimestre 2016) et 46 % des interviewés ayant effectué une demande de crédit au cours du dernier trimestre ont subi au moins une mesure de durcissement.

La création nette d'emplois est en hausse : + 2 % d'avril à juin 2016, et le taux d'embauche est de 12 %. On note une remontée des contrats d'apprentissage (10 % contre 3 % au 1er trimestre).

33 % des dirigeants ont connu une baisse de leurs ventes et 28 % une baisse de leur production liée aux mouvements sociaux des dernières semaines.

Quant à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, 52 % des dirigeants considèrent que le Brexit aura un impact négatif sur l'économie française alors que 44 % pensent le contraire. Ils sont cependant 53 % à pronostiquer une dégradation de l'économie européenne.

Une étude complémentaire sur la fiscalité complète le baromètre. Elle souligne que les dirigeants de TPE portent un regard très critique sur la fiscalité française, 81 % la jugeant inéquitable et 68 % confiscatoire. Ils la considèrent comme un frein au développement de l'entreprise et appellent à une réduction de l'impôt des entreprises et des particuliers.

Source : *Baromètre des TPE - Vague 63 - Juillet - Août - Septembre 2016* / IFOP, Fiducial. - in : *IFOP*, 08/08/2016 et 07/09/2016, n°63, 53 p. + 38 p. - En ligne sur le site de l'IFOP : <http://bit.ly/2bkkm0S>

Pour le 3ème trimestre consécutif, l'artisanat et le commerce de proximité ont connu une moindre baisse d'activité

Les résultats de l'enquête de l'UPA réalisée par I+C sur l'emploi et la conjoncture indiquent, pour le troisième trimestre consécutif, une moindre baisse d'activité pour l'artisanat et le commerce de proximité.

19 % des entreprises ont augmenté leurs effectifs au cours du 1er semestre 2016 contre 17 % en 2015. Les prévisions d'embauche sont en revanche faibles témoignant d'un manque de confiance des chefs d'entreprises. 26 % des entreprises rencontrent des difficultés de recrutement, le manque de qualification étant le principal problème rencontré.

Source : *Baromètre emploi et conjoncture. La confiance n'est pas encore au rendez-vous / UPA.* - in : UPA, 27/07/2016, 7p. - En ligne sur le site de l'UPA : <http://bit.ly/2aw0c8I>

La CAPEB présente les indicateurs du bâtiment pour le 3ème trimestre 2016

Au 3ème trimestre 2016, l'activité des artisans du bâtiment progresse et affiche une hausse de 2 % en volume. Cette hausse d'activité s'explique par une forte progression de la construction neuve (+ 3 %) et une progression plus mesurée de l'activité d'entretien-rénovation (+ 1 %) qui, quant à elle, bénéficie de la croissance positive des travaux de performance énergétique (+ 1,5 %) soutenue par les aides en faveur des économies d'énergie. L'ensemble des corps de métiers profite de cette embellie et plus particulièrement les travaux de couverture-plomberie-chauffage (+ 2,5 %).

Source : *La note de conjoncture de la CAPEB : 3ème trimestre 2016 / CAPEB.* - in : *Note de conjoncture de la CAPEB (La), 19/10/2016, 12p.* - En ligne sur le site de la CAPEB: <http://bit.ly/2ei7xLx>

Auvergne-Rhône-Alpes : amélioration de la situation des entreprises artisanales au 2ème trimestre 2016

La note de conjoncture de la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Auvergne-Rhône-Alpes pour le 2ème trimestre 2016, réalisée dans le cadre du projet Avisé, souligne que 58 % des entreprises artisanales de la nouvelle région ont une activité stable au 2ème trimestre 2016 (+8 % par rapport au trimestre précédent). 67 % affichent un chiffre d'affaires stable ou en hausse, et 74 % l'envisagent également au 3ème trimestre 2016. La trésorerie progresse, et l'emploi reste stable, avec des prévisions favorables au 3ème trimestre. Néanmoins, l'investissement reste faible, 77 % des entreprises n'ayant pas investi et 86 % ne l'envisageant pas pour le prochain trimestre. Le regain d'activité des entreprises au 2ème trimestre a eu un impact sur la situation financière et l'emploi dans les entreprises : 29 % des entreprises ayant connu une sur-activité ont embauché et 20 % ont eu recours à la sous-traitance. 45 % de celles ayant connu une sous-activité ont mis en place des stratégies particulières pour y faire face (prospection de nouveaux clients, recherche de nouveaux canaux de distribution, de nouveaux produits, d'un nouveau positionnement...)

Source : *Note de conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes - 2ème trimestre 2016 : un chiffre d'affaires en hausse. Après un début d'année encore difficile, la situation des entreprises artisanales d'Auvergne-Rhône-Alpes s'améliore ce trimestre / CRMA Auvergne-Rhône-Alpes.* - in : *CRMA Auvergne-Rhône-Alpes, 01/09/2016, 8 p.* - En ligne sur le site de la CRMA Auvergne-Rhône-Alpes : <http://bit.ly/2cwksPE>

Au 1er semestre 2016, légère hausse de l'activité de l'artisanat ligérien

La note de conjoncture de l'artisanat des Pays-de-la-Loire pour le 1er semestre 2016 confirme l'amélioration des résultats des entreprises : pour 76 % d'entre elles, l'activité est stable ou en hausse, avec une amélioration plus marquée dans le bâtiment et les services. Les prévisions pour le second semestre 2016 sont plutôt optimistes, 83 % envisageant une activité stable ou en hausse (+ 3 % par rapport au semestre précédent). 79 % des entreprises ont maintenu leurs effectifs ; 83 % envisagent de le faire au second semestre, et 9 % prévoient d'embaucher. Comme lors des semestres précédents, seules 26 % des entreprises ont investi, plus particulièrement dans les métiers de bouche, et le BTP gros oeuvre. 30 % des entreprises rencontrent encore des difficultés de trésorerie, mais 69 % ont stabilisé voire amélioré leur situation financière. L'artisanat régional représente 58 984 entreprises, 138 805 salariés et 12 155 apprentis.

Source : *Note de conjoncture de l'artisanat des Pays de la Loire - 1er semestre 2016* / CMAR Pays-de-la-Loire. - in : *CMAR Pays de la Loire, 01/07/2016, 6 p.* - En ligne sur le site de la CMAR Pays de la Loire : <http://bit.ly/2cm3pZZ>

Données économiques 2015 et perspectives 2016 pour l'artisanat francilien

L'enquête réalisée par la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France révèle que 187 473 entreprises artisanales sont immatriculées en Ile-de-France, essentiellement dans le bâtiment (40 %) et les services (39 %), employant 282 156 salariés au 31/12/2015.

41 % des artisans déclarent une baisse de leur chiffre d'affaires (contre 43 % en 2014) mais 53 % envisagent une stabilité pour le 1er semestre 2016.

La majorité des dirigeants jugent leur situation financière saine ou très saine (65 %) mais 45 % déclarent une dégradation de leur niveau de trésorerie en 2015. 40 % des dirigeants ont investi essentiellement pour l'achat de matériel lié à l'activité.

18 % des entreprises ont recruté en 2015 (contre 9 % en 2014) et 67 % ont maintenu leurs effectifs. 13 % des chefs d'entreprises envisagent d'embaucher pour le 1er semestre 2016 et ils sont 15 % à envisager de recruter un ou plusieurs apprentis en 2016.

17 % des dirigeants et 33 % des salariés ont suivi une formation, principalement sur les techniques liées à leur métier.

Enfin, un focus est réalisé sur les entreprises en difficulté financière. En 2015, 35 % des entreprises interrogées se déclarent en difficulté financière contre 42 % en 2014. Le bâtiment est le secteur le plus touché : 13,3 % des entreprises ont été radiées.

Source : *"L'artisanat francilien en perspective" - Chiffres 2015* / CRMA Ile-de-France. - in : *CRMA Ile de France, 01/05/2016, 8 p.* - En ligne sur le site de la CRMA Ile-de-France : <http://bit.ly/2bM9C0z>

Poitou-Charentes : résultats de l'enquête de conjoncture réalisée au cours du 2nd semestre 2015

Au 2nd semestre 2015, la part des entreprises artisanales interrogées dans le cadre de l'enquête semestrielle menée par la CRMA Poitou-Charentes qui déclarent leur activité en hausse progresse et concerne plus d'une entreprise sur 5. 31 % déclarent une baisse de leur activité ces 6 derniers mois (-9,9 points par rapport au semestre précédent). Près de 10 % des entreprises connaissent une hausse de leur trésorerie, et la part des entreprises ayant une trésorerie stable a dépassé celle des entreprises ayant une trésorerie en baisse. 29,8 % ont investi et 26,4 % envisagent de le faire au premier semestre 2016. 7,6 % des dirigeants ont augmenté leurs effectifs.

Source : *Note de conjoncture de l'artisanat en Poitou-Charentes. 2nd semestre 2015* / CRMA Poitou-Charentes. - in : *Note de conjoncture de l'artisanat en Poitou-Charentes, 01/11/2015, n°7, 8 p.* - En ligne sur le site de la CMA des Deux-Sèvres : <http://bit.ly/2bOP4RU>

65 % des artisans haut-normands ont recours aux banques pour leurs besoins de financement

L'enquête menée par l'Observatoire régional de l'artisanat de Haute-Normandie entre juin et septembre 2012 auprès de 6000 artisans rend compte de la situation financière des entreprises artisanales (relations entre les artisans et les banques, difficultés de financement) et évalue leur recours aux banques (accès aux crédits d'investissement et aux crédits de trésorerie). Il en ressort que 65 % des artisans font appel aux banques pour leurs besoins de financement, 63 % des artisans ayant une relation satisfaisante avec leur conseiller financier. Une entreprise sur deux rencontre des difficultés financières, essentiellement pour le financement à court-terme (trésorerie).

Source : *Accès au financement des entreprises artisanales en Haute-Normandie* / Observatoire Régional de l'Artisanat de Haute-Normandie. - in : *CRM Haute-Normandie, 01/12/2012, 20p.* - En ligne sur le site de la CRMA Haute-Normandie : <http://bit.ly/2blcnDI>

63e enquête de conjoncture des PME

La 63e enquête de conjoncture des PME, menée par Bpifrance auprès de 4 420 entreprises de 1 à 250 salariés (dont 41 % de TPE) en juin 2016, révèle que la situation des PME s'est améliorée au premier semestre 2016. On constate une accélération de l'activité et de l'emploi, inégalée depuis 2011. Les perspectives favorables devraient se prolonger au second semestre 2016, voire au-delà.

Dans la reprise en cours, l'enquête identifie deux profils d'entreprises :

- les PME en croissance : les PME de 10 à 249 salariés, et les entreprises des services aux entreprises, de l'industrie, du commerce, des transports, innovantes et exportatrices.
- les PME "à la traîne" : il s'agit des TPE, des entreprises des secteurs du commerce de détail, du tourisme, de la construction, ainsi que les entreprises non-innovantes.
19 % des PME font part de difficultés d'accès au crédit, avec des difficultés plus importantes pour les secteurs du tourisme (28 %) et du commerce-réparation automobile (24 %). On constate une progression des prévisions d'investissement, près de la moitié des PME ayant investi au premier semestre 2016.

Source : *PME - 63e enquête de conjoncture - Juillet 2016* / Bpifrance Le Lab. - in : Bpifrance, 05/07/2016, n°63, 30 p. - En ligne sur le site de Bpifrance Le Lab : <http://bit.ly/29vx5iN>

Bilan 2015 des défaillances et procédures de sauvegarde d'entreprises

Le bilan 2015 réalisé par Altares sur les défaillances et sauvegardes d'entreprises fait apparaître une hausse du nombre de défaillances (63 081 entreprises ont déposé le bilan en 2015, soit 0,8 % de plus qu'en 2014). La hausse est particulièrement marquée au dernier trimestre 2015 (+ 1,6 %). Les difficultés restent fortes pour les TPE de 1 ou 2 salarié, les trois quarts des liquidations directes concernant des entreprises de moins de 3 salariés. Le bâtiment connaît une situation favorable (-2 % des défaillances), tandis que le commerce de détail alimentaire enregistre une hausse de 1,2 % des difficultés. Le commerce et la réparation de véhicules voient leur situation s'améliorer, avec une baisse de 6,5 % des défaillances, tandis que la coiffure et les soins de beauté sont confrontés à une hausse de 6,1, % des difficultés.

Source : *Bilan 2015 - Défaillances et sauvegardes d'entreprises en France* / Altares. - in : ALTARES, 19/01/2016, 39 p. - En ligne sur le site d'Altares (accès gratuit après identification) : <http://bit.ly/2bKWFCV>

2 FINANCEMENT ET ACCES AU CREDIT BANCAIRE

Rapport d'activité 2015 de la Médiation du crédit aux entreprises

Le rapport d'activité de la Médiation du Crédit aux entreprises, présenté le 17 mars 2016 par Fabrice Pesin, médiateur national du crédit aux entreprises, fait état d'une baisse de 16 % des saisines de la Médiation, tandis que le poids relatif des entreprises de moins de 10 salariés a progressé de 7 points depuis 2013. 1800 dossiers ont été instruits et clos, avec un taux de réussite de 62 %. La montée en puissance du CICE et le recul du prix des matières premières ont contribué à l'amélioration de la situation financière des entreprises. Les difficultés sont particulièrement notées chez les TPE des secteurs de la restauration, du commerce de détail et du BTP.

Présentation du dispositif de la Médiation du crédit, de ses actions et de son activité en 2015, présentation des actions de communication mises en place pour améliorer l'efficacité et la visibilité de la Médiation du Crédit, présentation des travaux de l'Observatoire du financement des entreprises en 2015.

Source : *Médiation du crédit aux entreprises : Rapport d'activité 2015* / Médiateur du Crédit aux Entreprises. - Paris : Médiation du Crédit aux entreprises, 2016, 82 p.- En ligne sur le Portail de l'Economie et des Finances : <http://bit.ly/2bkm7LH>

Les besoins de financement des artisans - Résultats de l'enquête Opinion Way pour la SIAGI

Les résultats de l'enquête menée par Opinion Way pour la Siagi sur les besoins de financement des artisans ont été présentés à l'occasion du colloque sur le financement des TPE-PME organisé par la SIAGI au Ministère de l'Economie et des Finances dans le cadre de son 50ème anniversaire. Ils révèlent que 81 % des artisans ont été confrontés par le passé à un besoin de financement, que ce soit pour acquérir des équipements, résoudre des problèmes de trésorerie, engager des dépenses immatérielles ou réaliser un investissement immobilier. 60 % d'entre eux ont monté seuls leur dossier de financement, tandis que 35 % ont fait appel à leur expert-comptable. 73 % ont sollicité un financement externe (essentiellement un prêt bancaire à moyen ou long terme) et 87 % ont obtenu leur prêt dans sa totalité. 36 % ont dû fournir une garantie à la banque pour obtenir ce prêt.

Généralement, lorsque les artisans rencontrent des problèmes de trésorerie, ceux-ci sont dûs principalement à l'allongement des délais de paiement des clients, à une ponction sur la trésorerie pour des dépenses non prévues ou à des pertes. 55 % des artisans ont recours à la facilité de caisse pour faire face à ces problèmes.

16 % des artisans déclarent que leur entreprise est cotée dans le fichier bancaire des entreprises (FIBEN) de la Banque de France, qui peut avoir une influence sur une décision de crédit.

Source : *Autocensure et comportement des artisans en matière de financement* / Opinion Way .- in : *SIAGI*, 01/09/2016, 28p. - En ligne sur le site de la Siagi : <http://bit.ly/2fdovqX>

Financement court-terme des TPE : 4 mini-guides FBF

La FBF (Fédération Bancaire Française) a édité 4 mini-guides consacrés au financement court-terme de la TPE : l'escompte, les crédits de trésorerie, la mobilisation de créances professionnelles, l'affacturage.

Cette initiative vient en réponse aux préconisations émises dans le rapport sur la lisibilité des tarifs des produits de financement utilisés par les TPE en juillet 2016.

Source : *Financement court terme : tout savoir en 4 guides* / FBF .- in : site FBF, 22/09/2016, 2p. - En ligne sur le site de la FBF : <http://bit.ly/2eU82tB>

Consulter les 4 mini-guides Hors-série sur le financement des TPE sur le site de la FBF :

Les crédits de trésorerie : <http://bit.ly/2fc6GZ0>

L'escompte : <http://bit.ly/2fc8pNX>

La mobilisation de créances professionnelles : <http://bit.ly/2fdpzux>

L'affacturage : <http://bit.ly/2ed7jzz>

Financement des micro-entreprises : progression des crédits de 4,4 % en un an

Les statistiques fournies par la Banque de France signalent à la fin juin 2016 une augmentation de l'encours des crédits accordés aux TPE de 4,4 % en un an. Les taux des crédits nouveaux d'un montant unitaire inférieur à 250 000 € sont en léger recul, et s'établissent en moyenne à 2,1 % en juin 2016.

Source : *Financement des micro-entreprises - France - Juin 2016. Les crédits à l'équipement restent dynamiques* / Banque de France. - in : *Stat Info*, 25/08/2016, 2p. - En ligne sur le site de la Banque de France : <http://bit.ly/2bTUbzp>

Rapport de l'Observatoire du financement des entreprises sur les tarifs des produits de financement utilisés par les TPE

Le rapport remis le 4 juillet 2016 par Fabrice Pesin, président de l'Observatoire du financement des entreprises, à Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes Publics, porte sur la lisibilité des tarifs des produits de financement utilisés par les TPE (très petites entreprises). Il révèle trois constats :

- un manque d'harmonisation des terminologies utilisées pour les différentes composantes tarifaires,
- la présentation a priori des tarifs éparpillée dans différentes catégories, et l'absence d'informations concernant l'affacturage,
- la présentation a posteriori des coûts effectifs peu lisible.

L'Observatoire du financement des entreprises émet 7 recommandations, sur lesquelles le Gouvernement s'est appuyé pour obtenir des engagements concrets d'ici 2017 de la part des acteurs concernés : harmonisation des terminologies utilisées par les établissements bancaires et les affactureurs, mise au point d'un glossaire pédagogique, instauration d'un rendez-vous annuel entre la banque et le dirigeant de TPE-PME pour faire le point sur ses besoins et financements de court terme.

Le rapport apporte également des éléments de comparaison avec le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne.

Source : *Lisibilité des tarifs des produits de financement utilisés par les TPE* / Observatoire du Financement des Entreprises. - Paris : Observatoire du financement des entreprises, 04/07/2016, 70 p.

En ligne sur le site de la Médiation du crédit aux entreprises : <http://bit.ly/2edgkkg>

Rapport OCDE sur l'accès des entrepreneurs au financement

Le rapport de l'OCDE aborde le financement des PME et l'accès des entrepreneurs au financement dans 37 pays. Les indicateurs traités sont la dette, l'équité, les conditions du financement des PME et de l'entrepreneuriat financier.

Source : *Le financement des PME et des entrepreneurs 2015 – Tableau de bord de l'OCDE / OCDE.* - Paris : OCDE, avril 2016, 494p. - En ligne sur le site de l'OCDE : <http://bit.ly/2bnoEJw>

Rapport 2015 de Bpifrance sur l'évolution des PME

La 11e édition du Rapport réalisé par l'Observatoire des PME de Bpifrance sur l'évolution des PME, présente les caractéristiques structurelles et conjoncturelles des PME et ETI.

Il se structure en 3 parties abordant :

- les évolutions des entreprises (démographie, tendances économiques) ;
- le financement, avec 3 volets : la situation financière des entreprises, le haut de bilan, les crédits et la gestion de trésorerie ;
- la R&D et l'innovation.

Source : *PME 2015 - Rapport annuel sur l'évolution des PME / Bpifrance.* - Maisons Alfort : Bpifrance, 24/02/2016, 170 p. - En ligne sur le site de Bpifrance Le Lab : <http://bit.ly/2bRX2cE>

L'activité des entreprises en France marque le pas en 2014

L'activité des entreprises françaises marque le pas en 2014. Alors que l'activité des PME demeure en croissance, celle des ETI et des grandes entreprises est en recul.

Source : *Les entreprises en France en 2014 : l'activité marque le pas / Cahn Christophe, Banque de France, Carlino Laurent.* - in : *Bulletin de la Banque de France*, 01/02/2016, n°203, 18p. - En ligne sur le site de la Banque de France : <http://bit.ly/2bl9yii>

Rapport OCDE sur les nouvelles approches du financement des PME et de l'entrepreneuriat

Le rapport aborde :

- La nouvelle réalité du financement des PME,
- L'élargissement de la gamme des instruments de financement au service des PME et des entrepreneurs,
- Les principales difficultés et répercussions en termes de politiques publiques.

Source : *Nouvelles approches du financement des PME et de l'entrepreneuriat : élargir la gamme des instruments / OCDE.* - Paris : OCDE, 2015, 119p. - En ligne sur le site de l'OCDE : <http://bit.ly/2bnofXq>

Résultats 2015 de l'enquête sur l'accès au financement des PME européennes

L'enquête sur l'accès au financement des PME européennes (SAFE) a été mise en place par la Commission européenne et la Banque Centrale Européenne en 2008. Publiée annuellement à partir de 2014, l'enquête couvre les Etats membres de l'Union européenne ainsi que l'Islande, la Turquie, le Monténégro, l'Albanie et la Macédoine.

Elle examine notamment la situation financière de ces entreprises, leur capacité d'innovation, d'exportation, l'usage des financements externes, l'accès aux sources de financement externe, leur vision prospective.

Les résultats 2015 soulignent que 30 % des PME de l'Union européenne ont demandé un financement externe et 73 % d'entre elles ont obtenu au moins 75 % de montant demandé. La situation des PME européennes s'améliore pour la première fois depuis 2009, le nombre de PME témoignant d'une amélioration de leur accès au financement étant plus importante que celles déclarant une détérioration. 41 % des PME ne perçoivent pas de limitation dans leur accès au financement futur. Documents en anglais.

Source : *Survey on the access to finance of enterprises (SAFE). Analytical report 2015 / Commission Européenne.* - Bruxelles : DG Growth, 01/12/2015, 172 p. - En ligne sur le site de la DG Growth : <http://bit.ly/2bRXCqP>

Etude de la Direction générale du Trésor sur l'accès des TPE françaises au financement

La Direction générale du Trésor analyse l'accès au financement des TPE françaises en procédant tout d'abord à une évaluation de leur poids économique, à un décryptage de leur démographie pour enfin établir un diagnostic sur l'accès au crédit bancaire des TPE dans un environnement économique incertain. Un encart présente les principales nouvelles mesures du Gouvernement pour développer l'emploi dans les TPE ; un autre les produits de soutien de la trésorerie gérés par Bpifrance.

Source : *Les TPE françaises et leur accès au financement* / Bazard Céline, Bacheré Hervé, Direction Générale du Trésor. - in : *Trésor-Eco*, 17/12/2015, n°159, 11p. - En ligne sur le site de la Direction générale du Trésor : <http://bit.ly/2cdpREr>

Rapport d'étape sur le financement de l'investissement des entreprises

François Villeroy de Galhau a remis le 26 août 2015 son rapport d'étape sur le financement de l'investissement des entreprises, suite à la mission qui lui a été confiée en avril 2015 dans le prolongement des mesures pour l'investissement annoncées le 8 avril 2015. Il plaide pour la mise en place d'une Union de financement et d'investissement efficace en Europe, s'appuyant sur 3 ambitions : "diversifier les possibilités de financement des entreprises ; mieux mutualiser l'épargne en zone euro ; orienter davantage les épargnants européens vers le long terme". Il émet enfin 10 orientations pour l'action, dont 3 sont d'application française :

- "améliorer l'accès des TPE au crédit, notamment de trésorerie,
- développer le financement long du besoin en fonds de roulement (BFR),
- favoriser l'investissement en actions de l'assurance-vie, par le succès d'Euro-Croissance."

Source : *Le financement de l'investissement des entreprises. Rapport d'étape à Manuel Valls, Premier ministre de la République française* / Villeroy de Galhau François, Guerin Laurent, Hautier Alban. - Paris : Premier Ministre, 26/08/2015, 140 p. - En ligne sur le Portail du Gouvernement : <http://bit.ly/2c0Py9U>

Rapport sur le financement des TPE en France

Jeanne-Marie Prost, Présidente de l'Observatoire du financement des entreprises a remis le 27 juin 2014 à Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes Publics, et Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, son rapport sur le financement des TPE en France.

Le rapport s'appuie notamment sur les données statistiques de l'INSEE, de la Banque de France, ainsi que sur les résultats de l'étude menée par l'ISM et la DGCIS sur les pratiques et besoins de financement des entreprises artisanales. Il met en évidence la situation financière fragile des TPE et la nécessité d'améliorer l'accès au crédit de trésorerie pour ces entreprises.

Il recommande la généralisation de 5 bonnes pratiques des banques :

- une réponse dans les 15 jours ouvrés pour toute demande complète de financement d'un client TPE,
- un entretien d'explication des refus de crédit si le chef d'entreprise en fait la demande,
- l'inscription sur l'ensemble des lettres de dénonciation de la possibilité de recours à la Médiation du crédit aux entreprises,
- une meilleure information des chargés de clientèle TPE sur les produits de financement les plus adaptés à leurs besoins,
- une durée minimale de 4 ans pour les postes de chargés de clientèle TPE.

Source : *Rapport sur le financement des TPE en France* / Observatoire du Financement des Entreprises. - Paris : Ministère de l'économie, du redressement productif et du numérique, 2014, 68 p.- En ligne sur le portail de l'Économie et des Finances : <http://bit.ly/2bTMt9E>

Le CAE propose des mesures ciblées pour résoudre les difficultés de financement des petites entreprises

Le Conseil d'Analyse Economique (CAE) s'est penché dans sa note du mois de décembre sur les difficultés des PME à accéder au crédit. Après avoir dressé un état des lieux du crédit aux PME en France, il émet 5 propositions ciblées pour résoudre les difficultés de financement des PME :

- limiter la titrisation des prêts aux TPE et PME,
- "inciter au développement de l'affacturage inversé afin d'assurer les PME contre le risque de délais excessifs de leurs grands donneurs d'ordres",
- "élargir l'accès aux données FIBEN à l'ensemble des acteurs économiques",
- "développer un outil de formation pour préparer les dirigeants de TPE aux problématiques financières et comptables de base",
- développer un "fichier positif" du crédit des individus pour "desserrer la contrainte de crédit des TPE sans historique ni collatéral".

Source : *Crédit aux PME : des mesures ciblées pour des difficultés ciblées* / Conseil d'Analyse Economique, Cailloux Jacques, Landier Augustin. - in : *Notes du conseil d'analyse économique (Les)*, 01/12/2014, n°18, 12p. - En ligne sur le site du Conseil d'analyse économique : <http://bit.ly/1yA0VIO>

Solutions émergentes aux difficultés de financement des PME

L'étude aborde les solutions émergentes apportées aux difficultés de financement des PME. Celles-ci sont présentées sous 4 formes : le financement bancaire, le capital-investissement, les politiques publiques, la finance participative et le crowdfunding.

L'étude reprend les contributions du colloque organisé par le CNER le 13 novembre 2012 sur ce thème.

Source : *Financement des PME : difficultés persistantes, solutions émergentes* / CNER. - Paris : CNER, 2013, 44 p. (Etudes)

80% des entreprises reconnaissent l'utilité des aides publiques pour le développement de leurs projets

Le cabinet Ernst&Young a réalisé une étude sur les aides publiques aux entreprises, auprès d'un échantillon représentatif de 250 entreprises. Le travail d'enquête s'est appuyé sur le site de l'Observatoire des aides de l'Institut Supérieur des Métiers : <http://www.aides-entreprises.fr>

Les types d'aides concernent l'emploi et la formation, la gestion financière et les exonérations, la stratégie et le développement des marchés, l'innovation, l'éco-développement, les investissements matériels et immobiliers, la transmission d'entreprise.

80% des entreprises reconnaissent l'utilité des aides publiques pour le développement de leurs projets, mais réclament un environnement stable et favorable à la croissance.

L'enquête révèle que 62 % des entreprises interrogées ont eu recours à des dispositifs d'aides publiques ; mais seulement 40 % pour les entreprises de moins de 50 salariés.

La majorité des entreprises (70 %) jugent difficiles l'identification et l'accès aux aides publiques.

Source : *L'efficacité des aides publiques aux entreprises - Quelles priorités pour la compétitivité française ?* / Ernst & Young. - Paris : Ernst & Young, 2013, 40 p. - En ligne sur le site d'EY : <http://bit.ly/2bEsGcE>

Situation des entreprises cinq ans après leur création

Les résultats de l'enquête menée en 2011 auprès des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 à partir du Système d'information sur les nouvelles entreprises (Sine) montrent que la pérennité des entreprises dépend de différents facteurs dont la catégorie juridique de l'entreprise créée, le secteur d'activité, l'investissement initial et le niveau de diplôme du créateur, l'implantation... 50 % des entreprises créées en 2006 sont encore actives en 2011. Les entreprises du secteur de la construction et du commerce sont les moins pérennes, et les entreprises individuelles sont plus fragiles que les sociétés (44 % sont encore actives en 2011, contre 57 % des sociétés).

Source : *Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2011 : la génération 2006 cinq ans après* / INSEE, Barruel Frédéric, Djéffal Farida. - in : *INSEE Résultats*, 01/04/2013, mult.p. - En ligne sur le site de l'Insee : <http://bit.ly/2ble18y>

Voir également l'INSEE Première n°1441 "Les entreprises créées en 2006 : une pérennité plus faible dans la construction" en ligne sur le site de l'Insee : <http://bit.ly/2bnYnpq>

Banquier-entrepreneur : impact de la première impression sur la décision de financer

L'auteur s'intéresse au processus de la prise de décision de financement par le banquier et souligne l'importance pour les entrepreneurs de bien préparer leur entretien avec la banque. En effet, une étude exploratoire basée sur 11 études de cas de conseillers financiers gérant un portefeuille de TPE en région Rhône-Alpes souligne que beaucoup attribuent dès le premier rendez-vous des "étiquettes" à leurs clients, influençant leur décision avec souvent peu de possibilités de réversibilité, conduisant parfois à ne pas financer des projets pourtant économiquement viables.

Source : *L'entrepreneur et le banquier : la première impression et ses conséquences sur la décision de financer* / Foliard Stéphane. - in : *Revue internationale PME*, 01/01/2013, n°24, 25p.

Une étude sur l'évolution des PME sur les dix dernières années

Une étude a été réalisée par KPMG pour la CGPME, sur l'évolution des PME depuis dix ans en matière de financement et d'investissement, de création d'emplois, d'innovation, d'exportation, de création d'entreprise, de formation, de transmissions-cessions et de compétitivité. En ligne sur le site de KPMG [consulté le 25/07/2012]

Source : *Panorama de l'évolution des PME depuis 10 ans* / KPMG, CGPME. - *La Défense* : KPMG, 2012, 43 p.- En ligne sur le site de KPMG : <http://bit.ly/1RlqHJf>

3 FINANCEMENT DES ENTREPRISES EN CROISSANCE

Rapport d'activité 2015 d'Initiative France

Initiative France a présenté son rapport d'activité 2015. 176,3 M€ de prêts d'honneur ont été attribués, dont 22,5 M€ de prêts Nacre, avec un montant moyenné de 9 200 € par prêt. Ils ont permis la création ou la reprise de 16 080 entreprises, et la création ou le maintien de 40 738 emplois. 88 % des entreprises soutenues sont pérennes à trois ans.

Source : *Accompagner la croissance des entreprises*. - in : *Rapport d'activité 2015 Initiative France*, 16/06/2016, p.41-42 - En ligne sur le site d'Initiative France : <http://bit.ly/2bynFGA>

Trois catégories de PME en croissance

Les auteurs s'appuient sur une étude menée auprès de 2 161 PME en croissance localisées en Rhône-Alpes (dont les deux tiers ont entre 10 et 50 salariés), pour mettre en évidence 3 catégories de PME procédant à des levées de capitaux propres. Il apparaît notamment que les PME industrielles présentant un besoin de financement sont caractérisées par leur ouverture à l'export et l'effort d'innovation. Bibliographie.

Source : *La demande de capitaux propres des PME en croissance : impératif financier ou volonté stratégique ?* / Marion Alain, Faverjon Claire. - in : *Revue internationale PME*, 01/01/2016, n°vol.29 n°1, 29 p.

Rapport sur le financement des PME et des ETI en croissance

L'Observatoire du financement des entreprises a publié le 2 octobre 2015 un rapport sur le financement des PME et des ETI en croissance. Il a pour objectif d'apporter quelques éléments de réflexion sur la performance des PME et ETI au regard des différentes options de financement. Il ressort que l'endettement à court terme semble jouer un rôle variable selon la taille des entreprises en croissance, que l'endettement à long terme a un effet positif sur les entreprises, et que le renforcement des fonds propres est essentiel pour une trajectoire de croissance soutenue. Le rapport évalue également les enjeux spécifiques du financement des PME et ETI en croissance, notamment en ce qui concerne l'ouverture de capital, le capital-investissement, le placement privé et le financement des exportations.

Il met ainsi en avant 4 axes de réflexion :

- l'importance d'intégrer dans la réflexion sur les financements des PME et ETI les spécificités des entreprises familiales,
- l'insuffisance du nombre de fonds de capital-innovation de taille significative,
- les avantages de l'Euro PP pour le financement des entreprises en croissance,
- la nécessité d'étudier également les besoins spécifiques des entreprises qui souhaitent se développer à l'international.

Source : *Rapport sur le financement des PME et ETI en croissance* / Observatoire du financement des entreprises. - Paris : Observatoire du financement des entreprises, 01/10/2015, 70 p. - En ligne sur le Portail de l'Economie et des Finances : <http://bit.ly/2c0Py9U>

Propositions pour accompagner les entreprises à potentiel

Le Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables émet des propositions pour accompagner les entreprises à potentiel et les labelliser pour les inscrire dans un parcours de croissance. Il propose notamment la mise en oeuvre d'un accompagnement personnalisé.

Source : **Identifier et accompagner les entreprises à potentiel** / Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables. – in : site Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables, 01/02/2013, 36 p.- En ligne sur le site du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables : <http://bit.ly/2bnVftZ>

Analyse des relations entre le dirigeant, les décisions financières et la trajectoire de croissance des PME

L'auteur s'appuie sur une revue de la littérature et l'étude de cas de deux entreprises en hypercroissance pour analyser les relations entre le dirigeant, les décisions financières et la trajectoire de croissance des PME. Annexes, bibliographie.

Source : **L'influence du dirigeant de PME sur les décisions financières en contexte d'hypercroissance : revue de la littérature et illustrations** / Teyssier Christine. - in : *Revue internationale PME*, 01/01/2013, n°24, 40p.

Propositions pour développer l'esprit d'entreprendre en France

Philippe Hayat, fondateur de l'Association 100 000 entrepreneurs, a réalisé, à la demande de Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des PME, de l'Innovation et de l'Economie numérique, un rapport de mission sur les "principaux leviers sur lesquels il convient d'agir pour développer l'esprit d'entreprendre en France."

6 axes d'actions sont proposés, déclinés en 13 propositions :

- "populariser l'entrepreneuriat auprès du grand public,
- enseigner l'entrepreneuriat aux jeunes pendant leur cursus scolaire,
- favoriser la création d'entreprises technologiques,
- accompagner les entreprises de croissance dès leur création,
- motiver les talents qui prennent le risque d'entreprendre,
- faciliter l'accès des PME à de nouveaux marchés."

Source : **Pour un new deal entrepreneurial - Créer des entreprises de croissance** / Hayat Philippe. - [S.l.] : Philippe Hayat, 2012, 48 p.- En ligne sur le site de la Documentation française : <http://bit.ly/2bL1tbt>

Etude de la dynamique des PME en forte croissance

L'étude compare les PME à forte croissance (PME FC) et les autres PME indépendantes, en détermine les caractéristiques et la dynamique afin d'identifier les facteurs de leur développement et leurs besoins en financement. Les PME à forte croissance sont fortement tournées vers l'international et l'innovation. Données statistiques : nombre d'emplois nets créés sur la période 2002-2005, distribution de l'emploi, du taux de marge, du taux d'investissement, du taux de croissance du capital social entre 2002 et 2010, ancienneté des entreprises, poids des PME à forte croissance en nombre et en chiffre d'affaires sur la période 2002-2005, part des entreprises exportatrices, part du chiffre d'affaires réalisé à l'export, taux de défaillance des PME à forte croissance et des autres PME, évolution du statut des PME indépendantes entre 2002 et 2010. Annexes.

Source : **Les PME en forte croissance** / Brun Matthieu, Chai Flavia. - in : *Bulletin de la Banque de France*, 01/01/2012, n°187, 13p. - En ligne sur le site de la Banque de France : <http://bit.ly/2bEqdie>

Des propositions pour aider les PME à se développer en France et à l'international

Le rapport formule des propositions afin d'aider les PME à grandir et à se développer en France et à l'international. Bibliographie.

Source : **De la naissance à la croissance : comment développer nos PME** / Institut Montaigne. - Paris : Institut Montaigne, 2011, 102 p.- En ligne sur le site de l'Institut Montaigne : <http://bit.ly/1SuQBKO>

Le grand livre de l'Economie PME : partie 1 sur la dynamique du développement

L'ouvrage rédigé par un collectif d'enseignants dresse un portrait de la PME d'aujourd'hui à travers différentes thématiques : dynamique du développement, management, ressources humaines, entrepreneuriat. La 1ère partie aborde la dynamique du développement à travers les axes suivants :

- Des paliers de croissance au potentiel de développement de la PME / Laure Ambroise, Muriel Perez, Isabelle Prim Allaz, Franck Tannery, Christine Teyssier
- Essai de modélisation du calcul de l'empreinte marketing et de l'espérance de vie d'une PME / Gilles

Lecointre

- Les ETI, locomotives de l'économie française ? / Jacky Lintignat
- Mesure de la capacité à innover des PMI/PME / Laure Morel, Mauricio Camargo, Vincent Boly
- L'innovation des PME ordinaires, une majorité oubliée / Sophie Reboud, Tim Mazzarol
- Le processus de défaillance des entreprises / Nadine Levratto
- Les caractéristiques du dirigeant de PME en hyper-croissance : une revue de littérature / Cécile Chanut-Guieu, Gilles Guieu

Source : *Dynamique du développement* / LECOINTRE Gilles.- in : *Le grand livre de l'Economie PME 2012*.- Paris : Gualino éditeur, 2011.- pp.21-160

Entreprises artisanales à forte croissance

Le dossier se penche sur le cas des entreprises artisanales qui ont connu une croissance importante. Il s'appuie sur des témoignages d'artisans pour savoir comment ils ont géré leur croissance et organisé leur entreprise, s'ils se sentent encore artisans, et pour connaître leur vision de l'avenir.

Source : *L'artisanat taille XXL !* / Legros Serge, Fournier-Delawarde Cendrine.- in : *Métiers Atlantique*, 01/10/2011, n°92, 8p.- En ligne sur le site de la CMA de Loire-Atlantique : <http://bit.ly/2bCdTBX>

Unique en France, le **Centre de veille et de ressources informationnelles** assure, au plan national et territorial, une activité de veille, capitalisation, recherche et diffusion d'information qui couvre l'ensemble des enjeux et métiers de l'artisanat et du commerce de proximité.

Ouvert à tous ceux qui s'intéressent à la petite entreprise et à son environnement, il met à disposition un ensemble d'outils et services qui s'adressent en priorité aux entreprises, ainsi qu'aux élus ou agents des réseaux d'accompagnement et administrations, afin de faciliter l'accès à l'information stratégique.

• Suivre les grands enjeux au quotidien

L'Espace de veille permet de suivre au quotidien les grands enjeux de l'artisanat et du commerce de proximité à travers une vingtaine de dossiers « filières marchés » et thématiques.

<http://veille.infometiers.org>



• Une veille adaptée à vos besoins

Un service « sur mesure » **d'alertes mail** ou **flux RSS**, permet de recevoir les informations d'actualité en fonction de vos centres d'intérêt - thématiques ou sectoriels - sur le plan national ou pour une région.

• Retrouver les informations clés

L'ISM référence plus de 30 000 documents sur les grands enjeux de l'artisanat et du commerce de proximité.

La recherche sur la **base documentaire** est possible à distance :

<http://infoartisanat.infometiers.org>

Les documents, majoritairement accessibles en ligne, sont consultables à l'ISM sur rendez-vous.

• Un service d'assistance informationnelle

Vous souhaitez obtenir une aide pour votre recherche? L'ISM peut vous communiquer une sélection de ressources, mener une veille ponctuelle spécifique ou vous orienter vers la structure adéquate.

Des bibliographies thématiques (sélection d'articles, ouvrages, sites et publications internet) sur les grands enjeux de l'artisanat, sont publiées régulièrement sur le site de l'ISM :

<http://www.infometiers.org>

• Relayer/ diffuser l'information

Les différents outils mis en place par l'ISM peuvent être relayés sur vos supports d'information (site, blog, intranet, newsletter...) en utilisant les bannières téléchargeables sur notre site : <http://veille.infometiers.org/telechargement>

Un service de fourniture de contenus d'actualité thématiques, sectoriels ou régionaux, exportables sous forme de flux RSS, ou d'encarts Facebook ou Twitter peut également être assuré.